

SAENES classe exceptionnelle, session 2022

Propositions de corrigé

Introduction

Les autorités académiques disposent de plusieurs moyens pour lutter contre la fraude au baccalauréat. Le comportement frauduleux enfreint les règles du baccalauréat, il consiste à : communiquer avec un autre candidat ; utiliser des informations, des documents personnels non autorisés ou des moyens de communication (antisèche, téléphone portable, smartphone, lecteur MP3, montres connectées, lunettes connectées...) ; utiliser des copies comportant des annotations rédigées avant le début de l'évaluation ; consulter un manuel non autorisé ; utiliser une calculatrice alors que le sujet ne l'autorise pas, utiliser une calculatrice qui n'est pas en mode examen ; commettre un plagiat. FAQ 3 décembre 2021 § 9

Les auteurs de fraude au baccalauréat sont passibles de sanctions disciplinaires et pénales. La mise en place de certaines procédures permet de sécuriser l'organisation des épreuves du baccalauréat et de lutter contre la fraude.

Première partie : Des sanctions disciplinaires et pénales sont prévues pour punir les auteurs de fraude au baccalauréat.

- A) Les candidats suspectés de fraude sont passibles de sanctions disciplinaires prises par la commission de discipline du baccalauréat ou prévues par le règlement intérieur de l'établissement.**
- a) Le recteur peut engager des poursuites disciplinaires devant la commission de discipline du baccalauréat à l'occasion de fraudes commises lors d'une épreuve terminale du baccalauréat (enseignement de spécialité, épreuve anticipée de français, philosophie et grand oral).**

La commission, après avoir entendu le présumé fraudeur peut, décider de prononcer les sanctions suivantes :

- blâme
- privation de toute mention sur le diplôme délivré au candidat admis
- interdiction de participer à tout examen (baccalauréat ou post-baccalauréat) pendant une durée maximum de 5 ans,
- interdiction de s'inscrire dans un établissement d'enseignement supérieur pendant une durée maximum de 5 ans. Art. D334-32 du code de l'éducation.

Toute sanction peut être inscrite au livret scolaire, et entraîne la nullité de l'épreuve au cours de laquelle la fraude ou tentative de fraude a été constatée. Le candidat est alors réputé avoir été présent à l'épreuve sans l'avoir subie. La commission peut également décider de prononcer la nullité du groupe d'épreuves ou de la session d'examen. Art.D334-32

La commission doit se prononcer dans un délai de 2 mois à partir de la fin de la session. Art.D334-21. Ses décisions sont susceptibles de recours devant le tribunal administratif. Art. R334-35

- b) **Le Recteur peut prononcer seul les sanctions de blâme et de privation de mention sans réunir la commission de discipline du baccalauréat** dans le cas d'une fraude commise par un candidat individuel ou par un candidat scolaire inscrit au CNED en scolarité réglementée lors d'une évaluation ponctuelle organisée par les services académiques. FAQ § 10
 - c) **Le règlement intérieur de l'établissement doit prévoir des mesures pour sanctionner la fraude commise pendant les évaluations de contrôle continu.** Le professeur qui constate la fraude dresse un rapport d'incident qui doit être contresigné par le présumé fraudeur. Ce rapport est transmis à la famille et au chef d'établissement. Ce dernier décide des suites à donner. Le règlement intérieur doit aussi prévoir des sanctions en cas de fraude lors d'une évaluation de remplacement exceptionnellement organisée par le chef d'établissement lorsqu'un candidat scolaire n'a pas de moyenne dans un enseignement. FAQ § 10
- B) Les obligations statutaires et déontologiques des agents publics et les sanctions pénales permettent de lutter contre la fraude.**
- a) **Les fonctionnaires ont une obligation de secret professionnel** conformément aux règles instituées par le code pénal. Ils ont aussi **une obligation de discrétion professionnelle** pendant l'exercice de leur fonction. Le manquement à ces obligations constitue une faute professionnelle qui peut entraîner une sanction disciplinaire ou pénale.
Art. 26 et 29 loi 83-634 du 13 Juillet 1983
 - b) Les agents publics quels qu'ils soient, et les prestataires de service qui sont amenés à participer à la conception des sujets, à l'organisation des épreuves, ainsi qu'aux travaux des jurys ont une stricte **obligation déontologique de confidentialité** conformément aux dispositions de la charte de déontologie. Charte de déontologie 2012
 - c) **Des sanctions pénales** punissent les auteurs d'une fraude ou d'une tentative de fraude qui peuvent être condamnés à un emprisonnement de trois ans et à une amende de 9000 euros ou à l'une de ces peines seulement surtout en cas de : communication du texte ou du sujet de l'épreuve, d'usage de pièces fausses, de substitution d'une tierce personne au véritable candidat. Art. 2 loi du 23 décembre 1901

Deuxième partie : La mise en place de procédures de sécurisation permet de prévenir et lutter contre les comportements frauduleux pendant le déroulement des épreuves du baccalauréat.

- A) La mise en place de procédures dans les centres d'examen permet de sécuriser l'organisation du baccalauréat.**

a) **Les candidats doivent respecter les consignes des chefs de centre et des surveillants.**

Ils sont tenus de se présenter munis de leurs convocations, de rejoindre leurs salles de composition trente minutes avant le début des épreuves, et de signer la liste d'émargement. Les sacs, porte-documents et cartables doivent être rangés à l'endroit indiqué par les surveillants. Les candidats ne doivent pas utiliser des documents ou matériels non autorisés. Les téléphones portables, smartphones, tablettes tactiles, montres connectées, lunettes connectées, lecteurs MP3, calculatrices non autorisées, et appareils de télécommunication dotés de mémoire électronique permettant la consultation de fichiers doivent être éteints et rangés dans les cartables ou remis aux surveillants. Toute communication avec les autres candidats ou avec l'extérieur est interdite. Les candidats ne sont pas autorisés à quitter les salles d'examen pendant la première heure d'épreuve. Ils ne sont autorisés à sortir de la salle d'examen qu'en compagnie d'un surveillant. Circulaire 23-3-2017, Circulaire 3-5-2011

b) **Les modalités de distribution des sujets, le ramassage et de correction des copies limitent les risques de fraude.**

La distribution des sujets doit s'effectuer en respectant certaines règles pour éviter des erreurs qui se traduiraient par la divulgation de sujets d'épreuves à venir et la nécessité de recourir à des sujets de secours.

Les enveloppes de sujets doivent être vérifiées préalablement et ouvertes devant les candidats. A la fin des épreuves, les surveillants ramassent les copies et invitent les candidats à signer la liste d'émargement. Les copies ne doivent pas comporter de signe distinctif (signature).

Les copies sont anonymisées avant d'être remises aux correcteurs qui ignorent l'identité et la l'origine des candidats. Des commissions d'entente et d'harmonisation permettent aux correcteurs d'évaluer les candidats de manière équitable.

Circulaire 23-3-2017, Circulaire 3-5-2011

B) Un dispositif de communication à l'attention des candidats et des médias est destiné à jouer un rôle préventif ou dissuasif.

a) **Les chefs de centre doivent prendre toute disposition pour faire afficher** dans les centres et les salles d'examen les consignes relatives aux fraudes ainsi que les sanctions susceptibles d'être appliquées aux candidats fraudeurs. Ils doivent veiller **à la lecture par les surveillants** de ces consignes et sanctions aux candidats. Circulaire 23-3-2017

b) **Les recteurs doivent déployer des détecteurs de téléphones portable** dans les centres d'examen sans que les candidats en soient informés préalablement. A cet égard, les recteurs peuvent communiquer à ce sujet auprès des médias locaux. Note du 02-4- 2013